

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P.)**

**MISSIONS DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE
DES TRAVAILLEURS
Sur les sites de l'ENAC**

HISTORIQUE DU DOCUMENT

Version du document	Date de rédaction	Raisons de l'évolution	Auteur
V1	21/07/2022	Version initiale	L.P
V2	06/09/2023	Relecture et adaptations	MPB

	Fonction / Entité	V / A	Visa
Emeline Lacave	Adjointe au chef du département IL	V	
Frédéric Lassimonne	Chef du département IL	A	

Vérification (V) / Approbation (A)

SOMMAIRE

1	Objet et caractéristiques du marché	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Cotraitants et sous-traitants.....	4
2	Formes du marché	4
2.1	Conduite d'opération	5
3	Exercice de la coordination SPS.....	5
3.1	Autorité du coordonnateur SPS.....	5
3.2	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	6
3.3	Conditions d'exécution	7
3.4	Modalités de présence	8
4	Missions du coordonnateur SPS.....	9
4.1	Principes généraux	9
4.2	Spécificités techniques	10
4.3	Phasage et livrables	10
4.3.1	Décomposition de la mission en phase Esquisse/Diagnostic/Avant-projet sommaire	10
4.3.2	Décomposition de la mission en phase Avant-projet définitif	11
4.3.3	Décomposition de la mission en phase Dossier de Consultation des Entreprises	11
4.3.4	Décomposition de la mission en phase Préparation de chantier – Préparation des interventions des entreprises	12
4.3.5	Décomposition de la mission en phase Direction de l'Exécution des Travaux	13
4.3.6	Décomposition de la mission en phase Réception des travaux.....	13
4.3.7	Décomposition de la mission en phase d'année de parfait achèvement	14
4.4	Mission de conseil ponctuel.....	14

1 Objet et caractéristiques du marché

1.1 Objet du marché

L'objet de ce marché concerne, conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (S.P.S.).

Cette mission concerne tous les chantiers lancés par l'ENAC dans le cadre de la rénovation et de la mise aux normes de ses différents sites.

Les opérations sur lesquelles portent la mission du coordonnateur sont indifféremment des opérations de 3ème et 2ème catégorie, plus rarement de 1ère catégorie au sens de l'article R 238-8 du décret susvisé pour laquelle le niveau de compétence correspondant du coordonnateur est requis (article R238-9 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994).

Le coordonnateur de coordination en matière de sécurité et protection de la santé intervient sous la responsabilité du maître d'ouvrage portant sur des travaux réalisés au sein des sites de l'ENAC dont la classification se trouve référencée en annexe 1, ces informations sont données à titre indicatif et sont susceptible d'être modifiées.

Le marché est conclu pour une durée d'un an (1 ans) à compter de sa date de notification et reconduit annuellement par tacite reconduction dans la limite de trois ans (3 ans) supplémentaires maximum.

1.2 Cotraitants et sous-traitants

Par dérogation à l'article 3.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI), le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

2 Formes du marché

Le marché est passé nationalement sur l'ensemble des sites ENAC (cf répartition géographique donné à titre indicatif ci-dessous).

Secteur Sud :

- Toulouse
- Muret
- Castelnaudary
- Carcassonne
- Biscarrosse
- Montpellier

A titre d'information, il est indiqué que la grande majorité des prestations seront à réaliser sur le site de Toulouse, pour lequel les pourcentages de rémunération sont demandés, qui fait l'objet d'un plan pluriannuel de rénovation. Des missions pourront néanmoins être réalisées ponctuellement sur les autres sites. A ce titre les candidats devront justifier de leur capacité à pouvoir réaliser les missions sur les autres sites.

Secteur Est :

- St Yan
- St-Etienne de St-Geoirs (Grenoble)

Secteur Ile de France :

- Melun Villaroche

Le département Infrastructure et Logistique du Pouvoir Adjudicateur sera l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché.

Il communiquera au titulaire le nom de la personne chargée du suivi de l'exécution des prestations lors de la notification du marché.

2.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera exécutée par les services de l'ENAC ou par un prestataire extérieur.

3 Exercice de la coordination SPS

Les modalités décrites ci-dessous seront communes à toutes les missions.

3.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le maître d'ouvrage confère au coordonnateur SPS la capacité à agir telle que définie comme suit :

- Le coordonnateur SPS fait part de ses observations via le registre journal de coordination. L'ensemble des observations est visé par les intervenants concernés. S'ils ne sont pas présents sur le chantier au moment de l'observation, le coordonnateur SPS leur transmet un mail, qui doit lui être retourné visé,
- Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont destinataires, par mail, ou par tout autre moyen approprié, de toutes les observations portées au registre journal,
- Dans le cas de non prise en compte de ses observations, le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par écrit, qui feront appliquer les dispositions qu'ils jugeront nécessaires.

En cas d'anomalie constatée en matière de coordination sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède à une remarque verbale aux intervenants concernés présents, et mentionne l'observation dans le registre journal qu'il transmet aux intervenants, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage pour visa. Si le problème persiste, le coordonnateur SPS propose au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre de procéder à un arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant. Toutefois, le coordonnateur SPS ne dispose d'aucun pouvoir de commandement direct à l'égard des différents intervenants et du personnel de l'établissement en exploitation où ont lieu les travaux.

En cas de risques graves et imminents, mettant en cause la vie des intervenants sur le chantier, des riverains, des usagers ou du personnel de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, le coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter les travaux sur la zone présentant des risques ou pour interdire l'usage de matériels présentant des risques (engins de levage par exemple) ; au même titre que les autres acteurs de l'opération.

Le coordonnateur SPS précisera sur le registre journal :

- La date et l'heure de sa décision
- Le type de travaux, la zone ou le matériel concerné
- Les raisons de sa décision.

Cette décision sera confirmée au responsable de l'entreprise, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage par mail et lettre recommandée avec avis de réception.

L'entreprise informera le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, par écrit, des mesures prises pour faire cesser cette situation.

Lorsqu'une personne non autorisée (sous-traitant non déclaré, entreprise n'ayant pas participé à l'inspection commune ou fourni un PPSPS, personne extérieure au chantier...) est présente sur le chantier, le coordonnateur SPS a autorité avec la collaboration du maître d'œuvre pour lui faire quitter l'enceinte du chantier et le mentionne dans le registre journal.

Les arrêts de travaux pourront concerner également des cas de coactivités réputées dangereuses dans le même lieu, telles que :

- L'opération de retrait d'amiante et tous autres travaux pouvant exposer à l'amiante
- L'utilisation de produits inflammables et le travail avec source d'inflammation
- Des travaux de voiries et réseaux divers à proximité de travaux en façade
- La pose de charpente et couverture et tous autres travaux à l'aplomb
- Des travaux dégageant des poussières ou des travaux de projection
- La pose de ragréage ou revêtement de sol
- L'essai de fonctionnement d'installations techniques (électricité, ventilation, chaufferie) et tous autres travaux à proximité immédiate.

Cette liste ci-dessus pourra être complétée à la suite de l'analyse préalable des risques de l'opération.

Les reprises de poste de travail, décidées par le maître d'ouvrage et ses représentants, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Le coordonnateur SPS a la faculté d'organiser toutes réunions qu'il juge utiles avec les différents intervenants pouvant être concernés par un arrêt de poste de travail ou de chantier.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre devront systématiquement être informés et conviés.

En cas de litige entre le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre, une entreprise ou l'utilisateur de l'établissement dans lequel les travaux sont réalisés, c'est le maître d'ouvrage qui arbitrera. Le maître d'ouvrage doit informer les autres intervenants de l'autorité, notamment le maître d'œuvre, conférée au coordonnateur SPS.

3.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

3.2.1 Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- Aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

3.2.2 Obligations du maître de l'ouvrage

- Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS :
 - Le(s) nom(s) et coordonnées du/des chef(s) d'établissement(s) dont les activités interfèrent avec le chantier ;
 - Au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants des différents chantiers ;
 - La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
 - La décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) ainsi que ses compléments éventuels. Le maître de l'ouvrage remet au coordonnateur SPS : tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime des Ouvrages (DIUO), notamment :

- Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;
- Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

3.2.3 Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

- Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - Avant la sélection du titulaire, tous les documents d'études proposés par les concepteurs lors de la phase projet.
 - L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
 - L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - La copie des déclarations d'accidents de travail ;
 - La liste, tenue à jour, du personnel ENAC ou des entreprises extérieures qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - Par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - Par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail.
- Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :
 - De toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou l'équipe de Conception/Réalisation auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
 - De l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.
- Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, équipe de Conception/Réalisation, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :
 - Les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
 - Par l'entreprise, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS) ;

3.3 Conditions d'exécution

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.238-13 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 5 du CCAG :

- Le titulaire propose au maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 5 du CCAG ;
- L'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur. Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;
- Si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître de l'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Dès la notification du marché et à la demande du pouvoir adjudicateur, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 20 jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

A la fin de chaque mois, il remet au maître de l'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Cumul des missions :

Une **personne physique** qui exerce la fonction de coordonnateur SPS, en son nom propre ou au nom de l'organisme qui l'emploie, ne peut pas être chargée de la fonction de contrôleur technique dans le cadre d'une même opération de bâtiment ou de génie civil.

Cette personne ne peut pas, lorsque l'opération excède 760 000 €HT, être chargée d'une autre fonction dans le cadre de la même opération.

La sous-traitance est interdite (circulaire n°96-5 du 10/04/1996).

Si le titulaire exerce à la date de notification d'un marché subséquent ou d'un bon de commande sur une opération, une mission de coordonnateur SPS, il poursuit l'exécution de cette mission mais ne pourra recevoir ni bon de commande, ni marché subséquent pour une autre mission sur cette même opération.

3.4 Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le contrôleur technique doit :

- Assister aux réunions de chantier hebdomadaires autant que de besoin et réalise des visites de chantier ;

- Assister aux réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations en phase conception et réalisation.

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au prestataire de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

En outre, la mission de conseil ponctuel s'applique uniquement aux réunions, visites ou entretiens ne concernant pas le projet de construction ; elle ne saurait être commandée pour une réunion, une visite ou un entretien entrant dans le cadre décrit ci-avant.

NOMBRE MINIMUM DE REUNIONS EN PHASE CONCEPTION	
Catégorie 1	2 par semaine
Catégorie 2	1 par semaine
Catégorie 3	1 par semaine

NOMBRE MINIMUM DE REUNIONS ET VISITES EN PHASE TRAVAUX	
Catégorie 1	1 tous les 15 jours et autant que de besoin. La présence sera obligatoire en cas de demande du maitre d'ouvrage ou du maitre d'œuvre.
Catégorie 2 et 3	1 tous les 15 jours et autant que de besoin. La présence sera obligatoire en cas de demande du maitre d'ouvrage ou du maitre d'œuvre.

Les marchés subséquents ou les bons de commande pourront prévoir des nombres de visites et de réunions différents selon les opérations. En cas de silence du marché subséquent ou du bon de commande sur ces points, le cadre général de l'AC s'appliquera.

4 Missions du coordonnateur SPS

4.1 Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention visés par l'article L.235-1 et L 235.18 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment.

4.2 Spécificités techniques

L'attention du coordonnateur S.P.S. est attirée sur le fait que les travaux se dérouleront sur un site en activité (application des mesures édictées par l'article R.238-18-4 du code du travail).

La mission du coordonnateur sera conforme à celle décrite aux sections 3 à 7 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

4.3 Phasage et livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition obligatoirement au format dématérialisé et/ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement. En cas de recours à la reprographie, le mode recto-verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers seront limités au maximum. Les documents dématérialisés partagés par le titulaire seront compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

4.3.1 Décomposition de la mission en phase Esquisse/Diagnostic/Avant-projet sommaire

Le coordonnateur SPS doit :

- Ouvrir, dès la notification du marché, un registre - journal de la coordination SPS, le renseigner au fur et à mesure du déroulement de l'opération, le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.
- Organiser l'inspection des lieux avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et l'exploitant sur le site ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- Procéder, avec l'exploitant, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, à une inspection des lieux, visant à :
 - ✓ Délimiter le chantier
 - ✓ Matérialiser les zones de dangers spécifiques
 - ✓ Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins,
 - ✓ Définir, pour les chantiers non clos et indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration du personnel
 - ✓ Définir les consignes de sécurité
 - ✓ Être invité et participer aux réunions organisées pour l'opération, notamment celles du maître d'œuvre, et être destinataire de tous les comptes rendus
 - ✓ Émettre, à la suite de sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre- journal, dont l'analyse des risques pour les futurs travaux
 - ✓ Veiller à ce que la demande de renseignements faite par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existants sur l'emprise et à proximité du projet ait été faite
 - ✓ Analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, à partir de la liste des interventions ultérieures et des documents d'esquisse remis au coordonnateur SPS
 - ✓ Demander les dispositions prévues par le maître d'œuvre pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement
 - ✓ Demander les diagnostics réalisés et suggérer au maître d'œuvre des investigations complémentaires
 - ✓ S'assurer que le maître d'ouvrage a établi la déclaration préalable au moment du dépôt de permis de construire et l'a transmise aux organismes concernés
 - ✓ Être destinataire des dossiers avant-projet sommaire et éventuellement permis de construire

Livrables à fournir en fin de mission :

- Le registre - journal de la coordination SPS.

4.3.2 Décomposition de la mission en phase Avant-projet définitif

Le coordonnateur SPS doit :

- Participer aux réunions organisées pour l'opération notamment celles du maître d'œuvre et être destinataire de tous les comptes rendus
- Être destinataire du dossier avant-projet définitif à la suite de sa participation aux réunions et à la consultation des dossiers, émettre des observations ou propositions et analyser les dossiers, qu'il va consigner dans le registre – journal
- Émettre un avis sur les préconisations du maître d'œuvre à la suite des analyses, des diagnostics complémentaires
- Compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Avis sur l'avant-projet définitif
- Le registre – journal mis à jour.

4.3.3 Décomposition de la mission en phase Dossier de Consultation des Entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

- Veiller que suite à la demande de renseignements réalisée par la maîtrise d'œuvre concernant les réseaux aériens et enterrés existant sur l'emprise et à proximité du projet, les réponses aient été prises en compte dans l'élaboration du projet, afin de pouvoir communiquer les informations aux entreprises dans leurs dossier de consultation aux entreprises (DCE)
- Proposer au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage d'intégrer dans les choix techniques les dispositions de prévention relatives à la construction et aux interventions ultérieures.
- Définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le plan général de coordination (PGC), leur répartition entre les différents corps d'état qui auront à intervenir sur le chantier
- En application des principes généraux de prévention, donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles.
- Prévoir, chaque fois que l'opération le permet, la mise en commun de moyens (levage, échafaudages ...)
- Élaborer le PGC suite à l'inspection des lieux et à partir de la remise de l'avant-projet définitif, le compléter aux différentes phases de l'opération et établir la liste des dispositions que les entreprises doivent préciser au moment de la consultation (le PGC initial fait partie du dossier de consultation remis aux entreprises.)
- Sur demande du maître de l'ouvrage, analyser un dossier de consultation d'entreprises complet (Plans, CCTP, CCAP, Décomposition du prix global et forfaitaire...) afin de l'analyser et de s'assurer de l'intégration des préconisations définies par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et de la cohérence des pièces écrites avec le PGC
- Émettre un avis, sur demande du maître d'ouvrage, dans le cas où les offres des entreprises comporteraient des modes opératoires et variantes ayant une influence sur la sécurité et la santé lors du chantier.
- Élaborer un projet de règlement du Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) intégré dans le DCE, avec notamment des mesures coercitives pour les entreprises qui ne participeraient pas
- Compléter le registre - journal de la coordination SPS au fur et à mesure du déroulement de l'opération et le transmettre après chaque observation au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre pour visa
- Établir un projet de Dossier Interventions Ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) et la liste des éléments nécessaires à fournir par les entreprises
- Participer à l'élaboration du calendrier contractuel d'exécution fait par l'Ordonnancement,

pilotage, coordination et veiller à la prise en compte des risques liés aux coactivités simultanées et/ou successives

- Réaliser une passation de consignes avec le coordonnateur SPS de réalisation s'il est différent du coordonnateur SPS conception notifiée par un procès-verbal et mentionnée sur le registre journal. Une copie sera transmise au maître d'ouvrage.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Le plan général de coordination (PGC)
- Le projet de règlement du CISSCT
- Le registre - journal de la coordination SPS mis à jour
- Le projet de DIUO.

4.3.4 Décomposition de la mission en phase Préparation de chantier – Préparation des interventions des entreprises

Le coordonnateur SPS doit :

- Suite à la visite préalable du site et à la validation des dispositions avec le maître d'œuvre, communiquer aux entreprises :
 - ✓ Les consignes de sécurité arrêtées
 - ✓ L'organisation des premiers secours
 - ✓ La description du dispositif mis en place à cet effet.Ces dispositions sont consignées dans le plan général de coordination ou la notice.
- S'assurer de la mise en œuvre des mesures de contrôle d'accès
- Mettre à jour la déclaration préalable
- Organiser entre les différentes entreprises, y compris les sous-traitants, présentes ou non sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé ; à cet effet il doit notamment procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci à une inspection commune, au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération
- Recevoir les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) des entreprises titulaires ou sous-traitantes. Ces dernières disposent de 30 jours (ou 8 jours, sur demande du maître d'ouvrage) suivant la notification de leurs prestations, pour établir ce document préalable au démarrage des travaux
- Communiquer, après transmission des informations par le maître d'ouvrage, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir, les noms et adresses des entrepreneurs contractants
- Transmettre à chaque entrepreneur qui le demandera les PPSPS établis par les autres entrepreneurs
- Communiquer obligatoirement dans le cas d'opération de construction de bâtiment aux autres entrepreneurs, les PPSPS des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers
- Vérifier, à réception des PPSPS, leur harmonisation et leur conformité avec les dispositions du PGC et si nécessaire, procéder aux adaptations du PGC ou faire modifier les PPSPS pour les rendre conformes au PGC.
- Tenir à jour et diffuser les modifications du PGC aux divers intervenants, en cours de chantier.
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa. Une copie du document pourra être disponible sur le chantier. Le registre – journal sera présenté à leur demande aux organismes concernés
- Participer aux réunions organisées pour l'opération et être destinataire de tous les comptes rendus.
- Emettre, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le registre – journal

- Veiller à ce que les risques dus à la co-activité des entreprises soient pris en compte lors des mises à jour des plannings de travaux.
- Donner un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel

Livrables à fournir en fin de mission :

- La déclaration préalable mis à jour
- Le PGC à jour
- Le registre - journal de la coordination mis à jour
- Un avis sur le calendrier d'exécution prévisionnel.

4.3.5 Décomposition de la mission en phase Direction de l'Exécution des Travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- Présider le CISSCT, constitué par le maître d'ouvrage au plus tard 21 jours avant le début des travaux et rédiger les procès-verbaux (PV) des réunions du CISSCT qui auront lieu au moins tous les 3 mois. L'adoption du règlement du CISSCT par toutes les entreprises peut être réalisée lors de la première réunion effective qui a lieu dès lors qu'il y a deux entreprises sur le chantier. L'ensemble des entreprises sera donc convié à cette réunion
- Transmettre le PV au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre, aux entreprises et à leur Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).
- Compléter le registre - journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération et transmettre chaque observation au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et à tout autre intervenant concerné, pour visa
- Compléter le DIUO et notamment collecter les notices des installations
- Au cours des visites du chantier, veiller à l'application correcte des mesures de coordination SPS qui ont été définies dans le PGC ou les PPSPS ainsi que les procédures de travail qui interfèrent
- Donner un avis sur la mise à jour du calendrier
- S'assurer que les observations de coordination SPS sont reprises dans les comptes rendus des réunions de chantiers

Livrables à fournir en fin de mission :

- Les PV des réunions du CISSCT
- Le registre - journal de la coordination mis à jour
- Le DIUO mis à jour
- Un avis sur la mise à jour du calendrier.

4.3.6 Décomposition de la mission en phase Réception des travaux

Le coordonnateur SPS doit :

- À la réception des travaux, remettre la dernière version du PGC au maître d'ouvrage afin qu'il le conserve pendant 5 ans
- Finaliser le DIUO, en collaboration avec le maître d'œuvre
Le DIUO devra comporter, a minima, 5 parties :
 - ✓ Les renseignements administratifs
 - ✓ Les fiches relatives aux interventions (par intervention, par lieu d'intervention, par corps d'Etat)
 - ✓ Les documents annexés (éléments du dossier d'ouvrages exécutés (DOE), plan d'accès et de circulation...)
 - ✓ Le bordereau des documents non joints
 - ✓ Les PV des transmissions du DIUO (dossier d'intervention ultérieure des ouvrages) au coordonnateur SPS réalisation, si différent du coordonnateur SPS conception et au maître d'ouvrage.
 L'ensemble de ces documents sera répertorié sur un bordereau.

- ✓ Transmettre le DIUO, à la réception des travaux au maître d'ouvrage (un PV de transmission joint au dossier remis). Si le DIUO n'est pas complet, il remet un DIUO provisoire, en indiquant la liste des pièces manquantes (le DOE et les notices des entreprises étant à remettre au maître d'œuvre au plus tard dans les 2 mois après la réception)
- ✓ Compléter et faire viser le registre journal et le conserver pendant 5 ans.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Dernière version du PGC
- Le DIUO final
- Le registre journal final.

4.3.7 Décomposition de la mission en phase d'année de parfait achèvement

Le coordonnateur SPS peut :

- Effectuer à la demande du maître d'ouvrage des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, si les travaux post-réception peuvent générer de la coactivité
- Modifier et compléter si nécessaire le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Les DIUO mis à jour.

4.4 Mission de conseil ponctuel

Cette prestation correspond à la participation à une réunion ou une visite ou un entretien, incluant la rédaction d'un compte-rendu.

Cette mission s'entend en dehors du cadre des missions réglementaires, et du cadre du marché passé.